



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Développement économique - ZAC Cannabe - Commune de Cournonterral - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Un des enjeux énoncé par le Schéma d'Accueil des Entreprises Métropolitain et le SCoT approuvé le 17 février 2006 réside dans le renforcement de l'offre de foncier d'« activités », notamment celles de type économie productive, vecteur de « richesse » et d'emploi, mais aussi pour les activités constitutives de l'économie présentielle qui ne peuvent ou ne souhaitent pas encore s'insérer en tissu urbain mixte. En effet, ces activités sont indispensables au fonctionnement du tissu économique d'un territoire et génèrent une part d'emplois indirects (de sous-traitance notamment) très importante. Les activités productives et de logistiques ont aussi un effet structurant avec des salaires plus stables et plus élevés que dans les autres secteurs d'activités.

Dans cette perspective, Montpellier Méditerranée Métropole, a décidé de l'aménagement d'un secteur, situé au sud-ouest du centre-bourg de la Commune de Cournonterral, et classé comme une polarité économique de proximité à dominante d'activités au SCoT approuvé le 18 novembre 2019 : le parc d'activités économiques de Cannabe.

Par délibération en date du 28 septembre 2016, le Conseil de Métropole a donc défini les objectifs d'un projet de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) sur le site de Cannabe qui permettront de :

- répondre à la demande d'implantation d'entreprises sur ce secteur et permettre la création d'emplois en accueillant les activités économiques du « quotidien » mais également renforcer sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, le maillage des parcs d'activités dit de "proximité" ;
- conforter l'agriculture de proximité avec l'implantation de sièges d'exploitations agricoles, évitant ainsi le mitage de la plaine agricole et préserver la ressource en eau en renaturant une ancienne décharge en parc paysager et en accueillant une aire de lavage des engins agricoles ;
- Satisfaire aux critères d'excellence en termes de développement durable à travers l'obtention du label « HQE Aménagement » délivré par Certivéa, la mutualisation des stationnements et la promotion des modes actifs, le choix des matériaux, du mobilier et des essences végétales, la gestion de l'éclairage public, la performance énergétique des bâtiments et la production d'énergies renouvelables, la distribution et la gestion des ressources....

Après avoir créé la ZAC le 20 décembre 2017, la Métropole a désigné la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) comme concessionnaire pour l'aménagement de cette ZAC par une délibération du 26 avril 2018. Dans la perspective de rendre opérationnel ce projet, la Métropole a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC le 18 décembre 2019 et le programme des équipements publics le 23 novembre 2020.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme en vigueur, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2019.

L'année 2019 a été consacrée aux études opérationnelles avec la finalisation du plan de composition urbaine, la définition des surfaces cessibles et l'engagement des études détaillées des voiries, réseaux divers et espaces publics (phases PRO - DCE).

Le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement qui est donc présenté s'établit à un montant de 4 988 000 € HT en dépense et en recette dont 749 000€ HT réalisés en dépense au 31 décembre 2019. La participation de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 926 000 € HT et augmente de 31 000€ en raison de l'évolution du prix d'acquisition d'un foncier appartenant à la Métropole. Aussi, il convient d'établir un avenant n°2 au traité de concession pour prendre en compte cette évolution de la participation de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité de l'opération d'aménagement Cannabe produit par la SERM pour l'exercice 2019 tel que présenté ci-avant ;
 - d'approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2019 ;
 - d'approuver les termes de l'avenant n°2 au traité de concession ;
 - d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-151146-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°2
- Bilan financier
- CRAC 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.